

En ROUTE pour la METAMORPHOSE



« POUR UNE DÉMOCRATIE D'INTERPELLATION ET DES SYNDICATS HABITANTS »

Née à Grenoble en 2012, l'Alliance citoyenne se donne pour mission de construire des syndicats locaux de citoyen-ne-s pour «revendiquer, agir et gagner», pour obtenir des améliorations concrètes de leurs lieux de vie, une transformation des services publics. L'association s'inspire des méthodes de *Community organizing* et de démocratie d'interpellation de Saul Allinsky aux Etats Unis, qu'elle a adaptées au contexte français. Et ça marche: ces dernières années, l'Alliance Citoyenne a remporté de nombreuses victoires locales dans des quartiers de Grenoble, Villeurbanne, Aubervilliers ou encore Lyon autour des questions de logement, d'alimentation et d'inclusivité. Alliée au mouvement ReAct qui participe à la création d'éco-syndicat de riverain-es dans les campagnes et à d'autres mouvements habitant en Europe, l'Alliance Citoyenne étend ses liens. Ensemble, ces organisations préfigurent un éco-syndicalisme transversal permettant une alliance des classes populaires des villes et des campagnes pour une métamorphose écologiste et sociale.

Dans cet entretien, **Adrien Roux**, co-fondateur de l'Alliance Citoyenne, revient sur les principes et pratiques démocratiques défendus dans ce mouvement et comment le syndicalisme habitant est devenu la voie empruntée pour démocratiser les institutions et œuvrer à une transformation sociale profonde.

*

L'été s'est ouvert sur la mort du jeune Nahel, tué par un policier. Cela a entraîné des révoltes un peu partout en France et une forte répression judiciaire et carcérale pour les jeunes qui y ont participé. L'Alliance citoyenne est ancrée dans des quartiers populaires à Grenoble, Villeurbanne, Lyon et Aubervilliers. Comment avez-vous vécu cette période? Comment est-ce que vous l'analysez depuis votre prisme et vos pratiques?

L'assassinat de Nahel a suscité beaucoup de colère parmi les adhérent-es. Cette énième violence policière a réveillé une colère latente. A Villeurbanne en particulier, les émeutes ont été vives et intenses, rappelant des épisodes passés.

Cet événement est venu renforcer un sentiment d'impuissance déjà très présent. D'autant que trois jours après le meurtre de Nahel, le Conseil d'Etat a décidé de maintenir l'interdiction du voile lors des compétitions de foot. Au fond, pour nous, ces deux événements sont les deux faces d'une même pièce: l'Etat nie à une partie de la jeunesse, la jeunesse des quartiers populaires, l'appartenance à une communauté nationale. Les jeunes hommes avec la police. Les jeunes femmes avec le voile. Beaucoup d'entre nous ont compris la colère des plus jeunes. Cette colère, on l'a tou-tes. Pour nous, la conclusion c'est qu'il faut qu'on soit plus fort-es pour changer les institutions.

Changer les institutions, c'est le point de départ de l'Alliance citoyenne qui se bat pour plus de démocratie. Quelle est la démocratie que vous défendez ?

Alliance s'est fondée sur une critique de la démocratie représentative, en particulier dans la gestion des services publics. Aujourd'hui, les biens publics sont gérés par des dirigeants élus qui constituent de facto une élite, assez peu à l'image des usager-es. C'est un problème général dans le pays et, dans les quartiers populaires, c'est un drame. Il y a un fossé social et culturel énorme entre les dirigeants et les usager-es des quartiers populaires. Si on prend l'exemple des 950 000 femmes qui portent le voile, aujourd'hui, il n'y a aucune personne élue qui partage leur expérience de vie. Les élu-es n'ont donc que leurs préjugés pour se forger une opinion sur ce qu'elles vivent. A l'heure actuelle, les usager-es n'ont quasiment aucun pouvoir sur leurs services publics. Que ce soit pour le logement, ou l'éducation nationale, le contrôle populaire des services publics est, soit compliqué par la bureaucratie, soit quasi nul.

C'est pour cela que nous voulons démocratiser les services publics, les transformer radicalement et en faire des communs dans lesquels les usager-es ont une prise réelle. On croit dans la nécessité de transformer les services publics par la pression populaire. On croit dans la démodynamie, soit la puissance (dynamie) populaire (demos) en action qui pousse l'institution à se transformer.

Selon nous, un système démocratique sain doit combiner: de la démocratie représentative, participative, directe et de la démocratie d'interpellation. Prenons l'image d'un autobus. Une personne est élue pour le conduire. Pour conduire le bus, c'est plus pratique qu'il n'y ait qu'une personne qui le conduise. Mais elle n'est pas omnisciente, elle se retourne régulièrement pour demander son avis aux passager-es, c'est la démocratie participative. Sauf que cette personne n'entend que les passager-es assis à l'avant du bus. Donc même si la plupart des gens crient d'aller à gauche, mais que la personne qui conduit choisit d'aller à droite, rien ne lui empêche de le faire. Pour contester cette décision, les personnes peuvent s'organiser et interpellier la personne au volant pour qu'elle arrête le bus, c'est la démocratie d'interpellation. Parfois, à un carrefour, on peut toutes et tous s'arrêter, sortir du bus et réfléchir pour prendre une décision, par exemple sous la forme d'un référendum, c'est la démocratie directe. En fonction du temps qu'on a, du type de décision, on pense que c'est bien qu'il y ait un équilibre entre toutes ces formes de démocraties.



Mais aujourd'hui, la démocratie d'interpellation est la forme la plus dénigrée, voire la plus réprimée par le pouvoir. Alors qu'il y a un budget colossal pour la démocratie représentative (remboursement des frais de campagne, financement des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale, etc.), un budget croissant pour la démocratie participative (des budgets spécifiques, des postes au sein des collectivités, une commission nationale du débat public, etc.), la démocratie d'interpellation est celle qui reçoit le moins de soutien et qui a le moins de légitimité.

Le mythe dominant dans notre système, c'est que les personnes légitimes pour s'exprimer sur les problèmes publics, sont les personnes élues. De façon assez symptomatique, au moment des discussions sur le Contrat d'engagement républicain [dans le cadre du vote de la loi séparatisme à l'Assemblée nationale], on entendait des députés macronistes dire que les associations ne doivent pas faire de politique. Concrètement, cela implique que les dirigeants politiques se méfient des personnes qui n'ont pas de mandat et ont tendance à les réprimer lorsqu'elles revendiquent des changements, quelle que soit leur couleur politique. Gennevilliers, Aubervilliers, Grenoble, Villeurbanne, etc. dans tout un tas de villes où les maires sont au pouvoir depuis un certain temps (c'est le facteur déterminant dans la répression des associations), les associations se font réprimer pour leurs actions de contestation des décisions institutionnelles ou de gestion des services publics.



Actions à la Fédération Française de Football en juillet 2021

C'est pour cela que l'on travaille à fonder la légitimité démocratique des citoyen-ne-s à interpellier les personnes en place. D'après nous, l'enjeu est d'instaurer un droit concret à l'interpellation. Notre principale victoire sur cet aspect est ce qui a été mis en place à Grenoble pendant le 2e mandat d'Eric Piolle, à savoir un système de droit d'interpellation qui consiste à obtenir des soutiens financiers et techniques par les services de la ville en fonction du nombre de signatures à une pétition. Ce système formalise la mise à l'agenda de problématiques politiques portées par les habitant-es et les associations. C'est un processus rationnel de production de la légitimité pour les habitant-es de mettre à l'agenda des sujets.



Les Handi-Citoyen-nés se mobilisent pour l'accessibilité dans la ville de Grenoble en juin 2020

Ce premier pas est une petite révolution démocratique: on conteste aux élus le monopole de la décision publique. On espère voir ce système essayer. Ça commence: le conseil départemental de Gironde l'a repris.

Il faut bien sûr aller plus loin: demain on devrait rembourser les campagnes d'interpellation comme on rembourse les élections. Ce serait un pas décisif vers une démocratie permanente. Cela permettrait d'organiser le jeu de la démocratie d'interpellation, de la même façon que l'on a organisé le jeu de la démocratie représentative. Les partis politiques sont remboursés à l'issue de leur campagne, on devrait aussi être remboursés, car nous contribuons de la même façon au débat public et à la vitalité démocratique.

Pour démocratiser les institutions et transformer les services publics, vous avez choisi de vous constituer en syndicats. Ça peut paraître étonnant, surtout dans un contexte où, hormis peut-être au moment du mouvement des retraites, les syndicats paraissent être une forme politique plutôt datée et très affaiblie. Pourquoi avoir choisi la voie du syndicalisme? Quel syndicalisme pratiquez-vous et défendez-vous?

De mon expérience personnelle, c'est la forme d'organisation la plus puissante pour la classe ouvrière. A travers mes parents, j'ai expérimenté le syndicalisme paysan. Lorsque j'étais étudiant, j'ai vu la puissance du syndicalisme étudiant dans la lutte contre l'augmentation des frais d'inscription.

Si on part de sa définition de base, le syndicalisme c'est le travail d'organisation collective qui fait qu'on est capable de prendre des décisions ensemble à partir de problématiques communes. C'est le fait de se rassembler pour décider de ce qu'on demande ensemble et des actions que l'on va mener collectivement pour obtenir gain de cause. C'est bloquer les camions de Lactalis pour négocier les prix du lait, c'est bloquer la fac pour empêcher l'augmentation des frais d'inscription ... Dans la plupart des cas que j'ai vécus, on a obtenu des victoires locales qui nous ont permis d'envisager des victoires plus grandes.

Lorsque l'on regarde sur le temps long, on constate aussi la puissance d'organisation du mouvement syndical qui a été la force structurante pour réduire les injustices sociales sur les 150 dernières années, en France et partout dans le monde. Pendant la colonisation, à Tunis ou à Alger, les dynamiques de contestation des usager-es des transports ont préfiguré les mouvements de libération qui ont mis un terme à la colonisation. Au Cameroun, les cadres du Parti communiste qui ont lutté pour l'indépendance de leur pays ont d'abord été les leaders des syndicats de travailleurs dans les plantations de palmiers à huile.

Le syndicat, ça parle à tout le monde. Au début de l'Alliance citoyenne, nous avons eu une discussion avec des habitantes qui disaient ne pas arriver à expliquer à d'autres ce qu'elles faisaient. Lorsqu'on a évoqué le terme de «syndicat», c'est devenu beaucoup plus clair. Depuis, on se définit comme syndicat de locataires, syndicat de riverain-nes, syndicat habitant. Pour nous l'enjeu est de réinventer le syndicalisme et ces outils. Nous avons plus que jamais besoin d'un syndicalisme des services publics, des communs, un éco-syndicalisme qui soit le levier d'une transformation sociale.

Comment est-ce que vous faites concrètement pour construire un tel syndicat? Quelles sont les victoires que vous avez obtenues à ce jour?

Construire un syndicat, c'est construire une organisation collective, une structure. Alors on va dans les quartiers, à la rencontre des habitant-es, on tente de recruter le maximum de personnes, d'amener celles et ceux qui le peuvent à prendre des responsabilités, à organiser des réunions chez elles et à les animer, puis à organiser le syndicat, à l'échelle de leur propre immeuble, de leur rue, de leur quartier, ... Cela peut aller jusqu'à la prise de mandat de secrétaire général du syndicat, de président-e. Peu à peu, les militant-es organisateurs sont remplacé-es par les habitant-es.

L'organisation décide des combats qu'elle veut mener en priorité. Parfois ce sont des choses très simples qui améliorent le quotidien. Parfois, il y a des combats plus complexes, comme celui des rénovations d'appartements qui a beaucoup grossi à partir de la fin des années 2010, précisément parce que les plans de rénovation ont été faits sans les gens. Après des enquêtes pour comprendre pourquoi l'immeuble n'est pas pris en compte dans le plan de rénovation, les habitant-es s'organisent pour mettre à l'agenda leur problématique. On met des draps sur nos immeubles avec inscrit dessus «ici logements passoires», on occupe des agences HLM, on organise des grèves qui consistent à arrêter de payer les charges. Quand ça fonctionne, on finit par négocier la prise en charge de la rénovation de l'immeuble ou du quartier. A Villeurbanne, on a obtenu ainsi plusieurs millions d'euros pour une rénovation thermique. La mairie de Grenoble vient également de voter une enveloppe importante d'argent public pour financer les rénovations.

La vraie victoire est d'avoir réussi à politiser l'enjeu technique des rénovations!



En juillet 2020, les habitant·es de la cité Monod de Villeurbanne occupent leur bailleur social pour demander des rénovations.

On s'est battu dans le public parce qu'on pense que le service public du logement doit être exemplaire, mais on retrouve les mêmes problèmes dans le secteur privé, avec des propriétaires qui détiennent plusieurs logements, qui les découpent en petits studios pour des locations étudiantes et qui repoussent les travaux de rénovation, notamment en obtenant des dérogations de la part de l'UNPI [l'Union nationale des propriétaires immobilier]. On a fait une enquête l'hiver dernier à Villeurbanne par exemple : sur une centaine de logements, 70 % étaient des cas de rétroprocrastination, des propriétaires qui repoussent toujours plus loin le début des travaux d'isolation. On utilise alors les mêmes méthodes que pour les HLM : on affiche «ici logements passoires», on médiatise, etc. Les propriétaires détestent ça, ils et elles sont contraint·es d'agir.

L'Alliance citoyenne est née à Grenoble en 2012. En 2016, se lance l'Alliance citoyenne Aubervilliers et la même année, vous décidez en Assemblée générale de vous transformer en mouvement national. Vous continuez à vous étendre : en 2017 à Gennevilliers, en 2019 à Lyon et Villeurbanne, ... A partir de 2021, vous mettez en place une coordination entre les syndicats des villes pour structurer des campagnes à l'échelle nationale. Aujourd'hui, vous travaillez également à des liens dans d'autres pays européens. Comment est-ce que vous pensez la question de l'articulation des échelles ? Quel serait votre conseil aux personnes qui veulent créer des syndicats locaux d'habitants ?

Pendant longtemps, on s'est satisfait du fait de changer la vie des gens à travers des victoires locales. Mais si on veut agir pour une transformation sociale, c'est quasiment une obligation morale que de penser la question des échelles et ce, au plus tôt. Dès les débuts de l'Internationale ouvrière par exemple, il y avait peu de syndicats locaux, ils et elles ont lancé les dynamiques locales et internationale simultanément. C'est ce qui permet de remporter des victoires locales en s'ouvrant la possibilité d'une transformation systémique. Aujourd'hui, on s'organise simultanément à l'échelle d'un immeuble et à celle de la ville. Et maintenant, on le fait aussi à l'échelle nationale et transnationale, en tissant des liens avec un syndicat à Berlin, à Amsterdam Nord et Bruxelles.

Les propriétaires européens, eux, s'organisent à toutes les échelles. Récemment un eurodéputé écologiste irlandais a tenté de faire voter une directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments (EPBD). Malheureusement, le lobby exercé par l'association européenne des propriétaires a été plus forte et a détricoté la directive pour la rendre très peu ambitieuse et non contraignante. Si on veut gagner cette bataille, il faut s'attaquer au capitalisme immobilier à travers un syndicalisme de locataires puissant.

On doit s'organiser à l'échelle européenne pour mettre fin au braquage des classes populaires par les capitalistes immobiliers. Pour les classes populaires, le logement représente un poids énorme, c'est la condition d'habiter. Pour les multi-propriétaires privés, le logement est une rente qu'ils cherchent à protéger à tout prix. C'est ce qu'on doit casser.

Se battre contre les passoires énergétiques, c'est donc aussi une opportunité tactique pour un combat plus large ! Rappelons-le, la propriété privée des logements est très concentrée : 50 % des logements privés en France sont détenus par seulement 3 % de Français. Or, en termes d'isolation thermique, les propriétaires privés sont les plus mauvais élèves. Ils se dégagent une rente sur le dos des classes populaires qu'ils appauvrissent encore plus en leur faisant payer des factures d'énergie terribles et en portant atteinte à leur santé. Il faut donc se battre pour l'abolition de la propriété privée des passoires énergétiques.

Ce combat permet par la même occasion d'ouvrir la fenêtre d'Overton sur le sujet de la propriété privée du logement. Les exemples montrant qu'on peut faire autrement existent déjà : à Vienne, 70 % des logements sont des logements sociaux ! Le capitalisme immobilier n'est pas une évidence.

On pourrait commencer par convertir massivement les logements passoires en logements sociaux, en service public du logement, puis les transformer en communs avec les syndicats. Ça, ce serait une vraie voie vers une révolution socialiste et écologiste. C'est une piste sérieuse de préfiguration du monde d'après !

Dernière question : l'Alliance citoyenne travaille étroitement avec ReAct, notamment à travers l'Institut Alinsky* que vous avez créé en 2017. ReAct, dès 2010, appuyait des dynamiques de *community organizing* à l'international (Cameroun, Liberia, Cambodge) et cherchait à les articuler avec l'organisation syndicale dans les entreprises. Aujourd'hui, ReAct entend créer des éco-syndicats de riverain-es dans les campagnes. L'Alliance citoyenne agit avec dans les quartiers populaires urbains. ReAct avec les classes populaires rurales. Quelle est l'ambition derrière ?

En parallèle de la bataille pour l'écologie populaire qu'on est train de mener sur les logements passoires, on pense qu'il faut mener de la même manière une révolution agroécologique. Parce que c'est urgent et nécessaire. Dans les campagnes françaises, 850 000 personnes sont très directement impactées par les pesticides en vivant à la lisière de champs arrosés de ces produits nocifs. On considère que ce sont des personnes qui ont un intérêt matériel à la révolution agroécologiste. Ces personnes vivant dans les campagnes constituent une force potentielle qui s'ignore. Alors nous travaillons à construire un « nous » politique des habitant-es des campagnes, celles et ceux qui ont besoin de cette révolution agroécologique.

De premiers éco-syndicats de riverains, d'habitant-es de la campagne sont en train de se monter, au sud de Grenoble, vers La Rochelle, Toulouse, Lyon, un autre en Belgique. On commence à mener des batailles locales. Hier soir, l'éco-syndicat de la Durance a bloqué le comité d'agglomération pour obtenir une enquête sur la présence de pesticides dans l'eau. Cet outil syndical permet de construire une base sociale pour contester le monopole de la FNSEA de la représentation des personnes vivant à la campagne et pour œuvrer à une transformation plus large.

A travers les trois aspects fondamentaux de nos vies que sont l'alimentation, le logement et les transports, on peut imaginer une confédération rassemblant les syndicats de locataires urbains et les syndicats de riverain-es à la campagne. On cherche ainsi à préfigurer un éco-syndicalisme transversal aux villes et aux campagnes pour la révolution écologiste.



Depuis 2020, dans le Tarn, des habitant-es se mobilisent face aux pratiques polluantes des vergers industriels, pour le respect des lois protégeant les riverains et pour une alternative soutenable de culture des vergers de pommes.



Avec ReAct, les riverain-es des plantations de palmiers à huile et d'hévéas du Cameroun luttent contre les accaparements de terre et la pollution des sources d'eau par un groupe agro-industriel.